

Des voix: D'accord!

[*Note de l'éditeur: Le communiqué paraît en appendice à la page 3050 du compte rendu.*]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore lu le communiqué; les extraits publiés dans les journaux étaient incomplets. Malgré tout, j'aimerais parler d'une ou deux choses.

D'abord je salue avec plaisir le premier ministre à son retour d'une réunion longue et difficile. Quiconque a participé aux conférences des premiers ministres du Commonwealth ne peut oublier qu'elles comportent des périodes de travail aride exigeant de grands efforts; par ailleurs, le fait qu'un communiqué ait pu être publié à l'issue de la conférence est un autre éloge à l'adresse du Commonwealth et de ses représentants. Le premier ministre a dit que cette conférence comptait plus de membres que jamais. En 1957, il y en avait neuf, aujourd'hui ils sont 21; la majorité d'entre eux sont d'une race, couleur et religion autres que celles associées d'ordinaire aux continents habités par les Blancs.

Je tiens à dire, tout d'abord, que tandis que le premier ministre du Royaume-Uni a parlé en termes élogieux du succès remporté par cette conférence, mon sentiment personnel est qu'une fois de plus, cette conférence a démontré le pouvoir extraordinaire du Commonwealth et de ses membres d'en arriver à un accord sur les problèmes les plus vastes qui se posent à l'heure actuelle, tout en maintenant une certaine indépendance entre les pays membres. Le fait que cette institution est d'une grande souplesse a été encore révélé dans le communiqué distribué à l'issue de la conférence et dans lequel on a illustré que du désaccord était née, en définitive, une unanimité raisonnable.

J'ai effectivement eu l'impression, entre les années 1957 et 1962, que dans certains milieux du Royaume-Uni, on croyait de moins en moins à la mission du Commonwealth, mais les récents événements de la dernière session nous prouvent que bien des choses se sont réalisées. On n'a qu'à établir un parallèle entre la conférence des premiers ministres et l'effondrement de la conférence d'Algérie, convoquée à l'occasion du dixième anniversaire de la conférence de Bandoeng, pour se rendre compte que des réalisations de premier plan en faveur de la paix et de la fraternité universelles sont à l'actif de cette conférence—prolongement des résultats obtenus au cours des conférences précédentes.

D'autre part, si l'on songe qu'après la guerre, on comptait cinq nations chrétiennes de Blancs et qu'aujourd'hui, les membres de cette institution mystérieuse se recrutent surtout chez les peuples d'autres confessions, on peut dire que le fait de les réunir sous la Couronne, comme monarchies ou comme chefs du Commonwealth, représente un triomphe de l'habileté politique traditionnelle en Grande-Bretagne.

Il est difficile d'expliquer cette institution et on n'y parviendra sans doute jamais. Comment des gens aux vues si divergentes réussissent-ils à rédiger et adopter un communiqué? J'avoue que j'étais de ceux qui croyaient que l'époque des communiqués issus de la conférence des premiers ministres du Commonwealth était révolue. Je croyais que l'attitude générale des divers pays membres du Commonwealth donnerait lieu à un état de choses qui se traduirait par des débats plutôt que des accords.

Le premier ministre (M. Pearson) ne nous a pas donné beaucoup de précisions aujourd'hui. Il ne s'est pas attardé à parler de la mission de paix. Je ne veux pas critiquer cette initiative mais, si mes renseignements sont exacts, le premier ministre du Royaume-Uni aurait dû, avant de lancer ce projet, en discuter d'abord avec les divers pays du Commonwealth au moyen de notes diplomatiques. J'ai appris que jusqu'à l'ouverture de la conférence ou très peu de temps avant le commencement de la première séance, le seul premier ministre qui possédait des renseignements à ce sujet était sir Robert Menzies, premier ministre d'Australie. Ce n'est pas le moyen de prendre des initiatives concrètes, saines et efficaces.

Par sa composition, j'estime que la conférence était vouée à l'échec par le refus des diverses capitales d'accepter qu'un représentant des pays asiatiques soit invité. L'absence d'un représentant asiatique a réduit sensiblement l'autorité potentielle d'une telle mission. Il semble qu'au cours de la discussion, le concept original d'une mission d'enquête a été changé et qu'on y a substitué certaines propositions générales en vue de résoudre la situation de plus en plus grave qui se développe au Vietnam. Ces principes généraux comprenaient tout d'abord la cessation bilatérale des hostilités et, ensuite, la reconnaissance du Vietcong comme l'une des parties à prendre en considération et à reconnaître comme corps politique.

J'aimerais savoir quelle a été la réaction du président des États-Unis à cette proposition. Il en avait apparemment discuté avec le premier ministre de l'Australie avant l'ouverture de la conférence. Le président des